



## Conseil économique et social

Distr. générale  
13 avril 2012  
Français  
Original : anglais

### Session de fond de 2012

New York, 2-27 juillet 2012

Point 10 de l'ordre du jour provisoire\*

### Coopération régionale

## Résumé de l'étude sur la situation économique et sociale dans la région de la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale en 2011-2012

### Résumé

Après la récession de 2009, l'économie mondiale a connu initialement une reprise, mais elle entre actuellement dans une phase difficile, marquée par la crainte d'une récession à double creux. On estime que le produit mondial brut a augmenté de 2,8 % en 2011, contre 4 % en 2010. L'impact du ralentissement mondial sur les pays membres de la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale (CESAO) diffère d'un pays à l'autre selon son degré d'intégration à l'Europe, aux États-Unis d'Amérique et au reste du monde. On prévoit que les prix du pétrole resteront élevés, mais si les difficultés financières et les mesures d'austérité budgétaire devaient déclencher une autre récession mondiale, ils pourraient baisser en deçà du niveau d'équilibre nécessaire pour assurer la viabilité budgétaire.

Depuis le début de 2011, l'incertitude est revenue dans la région de la CESAO à mesure que le mouvement social du Printemps arabe s'est répandu dans le monde arabe. Cependant, en raison du niveau élevé des prix du pétrole, le taux de croissance de la région devrait atteindre 4,8 % en 2011. Pour les pays membres du Conseil de coopération des États arabes du Golfe (Conseil de coopération du Golfe), on estime que le taux de croissance a été de 5,7 % en 2011 contre 4,4 % en 2010, tandis que pour les pays à économie diversifiée de la région il est tombé de 5,7 % en 2010 à 2,3 % en 2011. Les perspectives pour 2012 sont extrêmement incertaines, car la situation en République arabe syrienne devrait rester très instable et l'incertitude politique prévaut toujours en Égypte et au Yémen. Dans les pays membres du Conseil de coopération du Golfe, on prévoit que la croissance sera de 4,6 % en 2012,

\* E/2012/100.





tandis qu'elle sera de 2,6 % dans les pays à économie diversifiée. Parmi ceux-ci, la croissance sera surtout le fait de l'Iraq, qui devrait pouvoir se targuer de taux de croissance à deux chiffres. Si l'on exclut l'Iraq, les économies diversifiées connaîtront une croissance de 0,8 %.

Aussi bien les pays membres du Conseil de coopération du Golfe que les économies diversifiées ont appliqué en 2011 des politiques budgétaires expansionnistes et lancé des dépenses sociales discrétionnaires pour juguler la crainte d'une contagion des troubles politiques. Ces réactions se sont manifestées sous la forme de création d'emplois et d'augmentations des salaires dans le secteur public, de hausses des subventions et d'un accroissement des avantages sociaux. Dans certains pays, l'importance des déficits budgétaires suscite des craintes quant à la soutenabilité de la dette et, dans plusieurs, des plans de réforme budgétaire sont en discussion.

Les taux de chômage demeurent élevés dans la région et sont même en augmentation, en particulier pour les jeunes. Le mouvement social du Printemps arabe a fait passer la création d'emplois en tête des priorités des programmes de développement régionaux et nationaux. Il a été l'occasion de procéder à une analyse des mesures macroéconomiques antérieures qui avaient conduit à l'exclusion économique de beaucoup de gens par opposition à la prospérité d'une minorité de privilégiés. Il est par conséquent essentiel de mieux comprendre les effets des politiques macroéconomiques, notamment en matière de dépenses publiques, de fiscalité et de taux de change, et leurs rapports avec la création d'emplois.



## I. La conjoncture mondiale

1. Après la récession de 2009, l'économie mondiale a connu initialement une reprise, mais elle entre actuellement dans une phase difficile et l'on craint de plus en plus une récession à double creux. On estime que le produit mondial brut a augmenté de 2,8 % en 2011 contre 4 % en 2010. Le ralentissement a été particulièrement marqué dans les pays développés, où la croissance a été quasi inexistante : 1,3 % en 2011. Les pays en développement demeurent le principal moteur de la croissance, mais celle-ci y a également baissé de 1,5 % pour s'établir à 6 % en 2011<sup>1</sup>. Les difficultés liées à la dette souveraine en Europe continuent d'affecter l'économie mondiale. Après des mois d'impasse politique, les gouvernements de l'eurozone ont pris des mesures audacieuses pour parvenir à un système ordonné d'allègement de la dette souveraine de la Grèce et les dirigeants de l'Union européenne sont convenus de soutenir un nouveau pacte budgétaire. Malgré ces efforts, la crise de l'eurozone est loin d'être réglée et on y craint encore la contagion à d'autres économies européennes plus importantes. La dette publique des États-Unis a vu sa notation abaissée en août 2011, ce qui a affecté les marchés financiers du monde entier et réduit la confiance du marché. En novembre, le fait que les États-Unis n'aient pas réussi à parvenir à un accord sur la réduction de leur déficit a entraîné une réduction automatique de 1 200 milliards de dollars de leurs dépenses publiques étalée sur 10 ans à partir de 2013. Du côté positif, les données les plus récentes indiquent que l'économie des États-Unis a retrouvé un certain dynamisme et qu'en janvier 2012, leur indice manufacturier est revenu à son plus haut niveau des sept derniers mois. Toutefois, la croissance de plusieurs grands pays en développement, dont l'Afrique du Sud, le Brésil, la Fédération de Russie, l'Inde et la Turquie, se ralentit en raison du resserrement des politiques budgétaires nationales et on prévoit une croissance inférieure à l'attente générale en Chine<sup>2</sup>.

2. Sur le plan social, le taux de chômage mondial est resté élevé en 2011 (de l'ordre de 6 %) et particulièrement élevé dans certains pays en proie à une crise de la dette souveraine<sup>3</sup>. Le chômage des jeunes est monté en flèche dans le monde entier, notamment dans les pays développés. En Espagne, on estime qu'il est de l'ordre de 40 %. Le chômage des jeunes est préjudiciable tant sur le plan économique que social. Au niveau individuel, l'absence de perspectives économiques crée une détresse psychologique chez les jeunes qui sont affectés, tandis qu'au niveau collectif elle peut constituer une source potentielle de troubles sociaux. Le chômage des jeunes est extrêmement élevé dans les différents pays où des protestations et des violences ont eu lieu, comme en Afrique du Nord et en Asie occidentale et dans certains pays européens, en particulier le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et la Grèce. En novembre 2011, à sa réunion de Cannes, le Groupe des 20 a reconnu l'importance de la création d'emplois et adopté un plan d'action pour la croissance et l'emploi.

3. La question du niveau record des prix des produits alimentaires constitue un autre problème à l'échelle mondiale et celui-ci reste important malgré la baisse enregistrée par rapport au maximum enregistré au premier trimestre de 2011.

<sup>1</sup> *Situation et perspectives de l'économie mondiale 2012* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.12.II.C.2).

<sup>2</sup> Banque mondiale, « Perspectives économiques mondiales », vol. 4, janvier 2012 (Washington, 2012).

<sup>3</sup> Organisation internationale du Travail, *Tendances mondiales de l'emploi 2012* (Genève, 2012).



L'indice des prix des produits alimentaires de 2011 a été supérieur de 24 % à celui de 2010<sup>4</sup>. Cela a eu des incidences dans le monde entier et a contribué à provoquer des famines en Somalie et dans d'autres parties de l'Afrique de l'Est. Le niveau élevé des prix des produits alimentaires a également des incidences sociales dans d'autres pays en raison des pressions qu'il exerce sur les prix intérieurs de ces produits, ce qui peut avoir des effets dévastateurs sur les couches les plus pauvres de la société. Face au niveau élevé des prix des produits alimentaires, les pays ont réagi de différentes manières, nombre d'entre eux en protégeant leur population par des subventions internes ou en imposant un contrôle des prix, deux mesures qui sont souvent impossibles à maintenir sur le plan budgétaire.

4. Les perspectives mondiales pour 2012 sont particulièrement sombres et se caractérisent par un risque important de ralentissement. Devant la lenteur de la croissance et les problèmes non résolus de dette et de déficit en Europe, aux États-Unis et au Japon, la confiance des marchés s'étirole. Les prévisions optimistes font état d'une croissance mondiale de 2,6 % en 2012. Cependant, si la crise de la dette européenne s'aggrave et vient s'ajouter à la faiblesse de l'économie des États-Unis pour créer une spirale descendante, l'économie mondiale pourrait connaître une récession à double creux et la croissance mondiale tomber à environ 0,5 %<sup>1</sup>.

5. L'impact de cette évolution sur les pays membres de la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale (CESAO) varie d'un pays à l'autre selon son degré d'intégration à l'Europe, aux États-Unis et au reste du monde. Plusieurs pays de la région sont fortement intégrés à l'Europe, ce qui signifie qu'une récession en Europe y aurait des incidences en raison de la faiblesse de la demande d'exportations et de la diminution des envois de fonds. La région est également très affectée par toute turbulence financière se produisant aux États-Unis, comme l'a montré la baisse de la plupart des bourses régionales après l'abaissement de la note de la dette des États-Unis par Standard & Poor's en août 2011. En outre, si les difficultés financières et l'austérité budgétaire des pays développés devaient déclencher une récession mondiale, les prix du pétrole pourraient tomber au-dessous des prix d'équilibre nécessaires pour la viabilité budgétaire des pays exportateurs de pétrole de la CESAO.

## II. Évolution du secteur pétrolier

6. Le secteur pétrolier est et continuera d'être un élément essentiel dans toute analyse de la région en raison des revenus importants qu'il génère directement et indirectement. Il intervient pour une large part des exportations de la majorité des pays membres de la CESAO, notamment les six pays du Conseil de coopération des États arabes du Golfe (Conseil de coopération du Golfe) ainsi que l'Iraq, la République arabe syrienne, le Yémen et, à un moindre degré, l'Égypte. Les autres pays sont également indirectement affectés par l'évolution du secteur pétrolier par le biais des envois de fonds, du tourisme et des recettes d'exportation.

7. Selon les chiffres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP), la demande mondiale totale de pétrole brut a été en moyenne de l'ordre de 87,8 millions de barils par jour en 2011, l'offre totale moyenne s'établissant à 87,6 millions de barils par jour. De 2010 à 2011, la demande mondiale de pétrole

<sup>4</sup> Banque mondiale, « Food Price Watch », janvier 2012 (Washington, 2012).



brut a augmenté de 0,8 million de barils par jour. La demande des pays membres de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) a diminué de près de 1 %, tandis que celle des pays en développement a augmenté d'environ 2,4 % et celle de la Chine de plus de 5 %<sup>5</sup>.

8. Le prix de référence du panier de l'OPEP continue de croître et a atteint son niveau le plus élevé des 10 derniers mois (117,5 dollars le baril) en février 2012. Cette hausse des prix intervient en dépit de la faiblesse des données économiques des grands pays développés. La tendance à la hausse est due à des activités spéculatives sur le marché à terme du pétrole brut et à la prime de risque géopolitique qui accompagne les craintes de perturbations de l'offre. Le risque géopolitique est lié aux conditions de sécurité en Libye, aux tensions entre le Soudan du Sud et le Soudan et aux menaces de la République islamique d'Iran de bloquer les exportations. Les conditions de sécurité en Libye, l'un des principaux États pétroliers, en interrompant pratiquement la production de brut, ont en particulier suscité des craintes de perturbations de l'offre. La production libyenne a été quasiment nulle au troisième trimestre de 2011, mais en février 2012 elle atteignait à nouveau 1,2 million de barils par jour, soit un niveau proche de celui d'avant la crise, qui était de 1,5 million de barils par jour. Le Soudan du Sud a temporairement interrompu ses exportations en raison de son désaccord avec le Soudan sur les tarifs d'utilisation de l'oléoduc. Par ailleurs, après l'interdiction par l'Union européenne des importations de pétrole en provenance de la République islamique d'Iran, celle-ci a menacé de bloquer toutes les exportations de pétrole passant par le détroit d'Hormuz, ce qui a eu pour effet de faire monter temporairement les prix du pétrole.

9. En 2011, la production totale moyenne de pétrole brut de la CESAO s'est élevée, selon les estimations, à 19,5 millions de barils par jour, contre 18 millions en 2009. On a estimé à environ 17,8 millions de barils par jour la production des pays de la CESAO qui sont membres de l'OPEP et à 1,7 million celle des pays non membres. En 2012, la production de pétrole brut de la République arabe syrienne devrait chuter pratiquement de moitié par rapport à 2011, c'est-à-dire passer de 0,37 à 0,22 million de barils par jour. La raison en est la situation politique qui fait que la plupart des opérateurs quittent le pays pour des raisons de sécurité. On a également signalé des attaques contre des installations pétrolières. Au Yémen, la production pétrolière baisse en raison des grèves et d'attentats visant les oléoducs. L'OPEP prévoit que la production yéménite tombera de 0,21 million de barils par jour en 2011 à 0,19 million en 2012<sup>5</sup>.

10. En 2011, l'équilibre entre l'offre et la demande est resté inchangé par rapport à 2010 du fait que la production et la demande des pays non membres de l'OPEP ont connu une baisse du même ordre de grandeur de sorte que la demande de pétrole brut de l'OPEP est restée à 30 millions de barils par jour. Elle ne devrait guère changer en 2012, car l'augmentation de l'offre des pays non membres de l'OPEP correspondra à l'augmentation de la demande mondiale. On prévoit qu'en 2012 les prix baisseront quelque peu en raison du ralentissement économique attendu dans les pays développés et du fait que la croissance chinoise sera inférieure aux attentes. Néanmoins, en raison des tensions géopolitiques, du resserrement persistant du marché et de quelques signes précoces de reprise aux États-Unis, les prix du pétrole

<sup>5</sup> Organisation des pays exportateurs de pétrole, « Monthly Oil Market Report », mars 2012 (Vienne, 2012).



resteront soutenus. Selon la plupart des projections, les prix s'établiront à environ 100 dollars le baril, à condition que l'économie mondiale ne connaisse pas de choc brutal (voir tableau 1). Si les données fondamentales du marché devaient se détériorer fortement, il est possible que l'OPEP convienne d'une réduction de la production à sa réunion de juin afin de stabiliser les prix.

Tableau 1

**Montants estimatifs et prévisions des prix du pétrole brut, 2009-2012**

(En dollars des États-Unis)

Année	Minimum	Maximum	Moyenne annuelle	Moyenne annuelle prévue pour 2012		
				Inférieure	Médiane	Supérieure
2009	38,1	78,0	61,1			
2010	68,2	90,7	77,5			
2011	100,0	118,1	107,5			
2012				80	100	120

### III. Tendances et évolution de l'économie

11. Après le pessimisme qui a prévalu en 2008 et 2009, les perspectives économiques de la région de la CESA0 se sont améliorées en 2010. Cependant, depuis le début de 2011, l'incertitude est revenue à mesure que le mouvement social du Printemps arabe s'est étendu à l'ensemble du monde arabe. Les troubles politiques ont eu un effet négatif direct sur l'activité économique à Bahreïn, en Égypte, en République arabe syrienne et au Yémen et des retombées négatives sur les pays voisins, en particulier la Jordanie et le Liban. Ils ont contribué à faire monter les prix du pétrole, ce qui a dopé les taux de croissance des pays exportateurs de pétrole. L'incertitude qui règne en Égypte et au Yémen après les changements de régime, l'escalade de la crise en République arabe syrienne et les tensions entre le Soudan du Sud et le Soudan après la sécession du premier ont affecté l'évolution économique en 2011 et devraient continuer à influencer sur les perspectives de 2012.

12. On prévoit que la croissance économique de la région de la CESA0 passera de 4,7 % en 2010 à 4,8 % en 2011. Elle est due en particulier aux taux de croissance élevés de plusieurs pays exportateurs de pétrole du fait que les prix du pétrole ont atteint une moyenne de 107 dollars le baril. Les troubles politiques ont réduit les taux de croissance des économies diversifiées. On a enregistré un fort ralentissement en République arabe syrienne et au Yémen : on estime que l'économie y a subi une contraction de l'ordre de 2 % en 2011.

13. Les pays du Conseil de coopération du Golfe ont bénéficié tout au long de 2011 de prix moyens du pétrole supérieurs à 100 dollars le baril et, selon les estimations, ont connu une croissance de 5,7 % contre 4,4 % en 2010. L'Arabie saoudite, les Émirats arabes unis et le Koweït ont également bénéficié de l'augmentation de leur production pétrolière pour compenser les perturbations de la production libyenne. Le Printemps arabe n'a pas fortement affecté les résultats économiques de ces pays, du fait que le niveau élevé des prix du pétrole leur a



permis de maintenir leur expansion budgétaire et de soutenir les revenus des ménages et la consommation privée alors que des mouvements sociaux commençaient à se faire sentir. Bahreïn constitue une exception à cela : sa réputation de centre financier stable a souffert des troubles sociaux de 2011 et ses secteurs essentiels que sont la finance et le tourisme en ont pâti, de sorte que son taux de croissance est tombé de 4,5 % en 2010 à environ 2,5 % en 2011. Dans les pays du Conseil de coopération du Golfe, la croissance économique est mue essentiellement par le secteur pétrolier, mais le secteur non pétrolier émergeant contribue de plus en plus à la croissance de quelques pays. En Arabie saoudite, on estime que le secteur non pétrolier a enregistré une croissance de l'ordre de 5 % en 2011, soit l'une des plus fortes depuis des décennies. On prévoit que ce taux de croissance se maintiendra à 5 % en 2012, étant donné que les dépenses et l'investissement publics restent élevés et que l'on prévoit une augmentation de la consommation privée<sup>6</sup>. Les exportations du secteur non pétrolier de l'Arabie saoudite devraient se maintenir puisqu'elles se font essentiellement à destination de l'Asie de l'Est, où l'on prévoit que la croissance restera ferme.

14. Inversement, les résultats économiques des pays à économie diversifiée ont été affectés par les troubles sociaux; on prévoit que leur croissance devrait tomber de 5,7 % en 2010 à 2,3 % en 2011. L'Iraq, qui a bénéficié des prix élevés du pétrole, a enregistré un taux de croissance de 9,6 % en 2011. Si l'on exclut l'Iraq, les économies diversifiées ont eu un taux de croissance moyen de 0,7 % (voir tableau 1). Les causes en sont essentiellement la situation en République arabe syrienne et au Yémen, mais les troubles politiques ont également affecté les pays voisins, en particulier le Liban dont la croissance devrait tomber de 7 % en 2010 à 2 % en 2011. L'Égypte a pâti en 2011 de l'incertitude politique et son taux de croissance est tombé à environ 1 %. Dans l'ensemble, dans les pays à économie diversifiée, l'environnement financier extérieur s'est détérioré davantage et le phénomène a été accompagné d'une baisse sensible de l'afflux de capitaux. Cela a eu un effet négatif sur la croissance et contribué à accroître le déficit en compte courant de l'Égypte, de la Jordanie, du Liban et de la République arabe syrienne. Dans ces quatre pays, les troubles politiques ont gravement affecté l'industrie vitale du tourisme.

Tableau 2  
**Taux de croissance réelle du PIB et d'inflation des prix  
à la consommation, 2009-2012**

(En pourcentage)

<i>Pays ou territoire</i>	<i>Croissance réelle du PIB</i>				<i>Inflation des prix à la consommation</i>			
	<i>2009</i>	<i>2010</i>	<i>2011<sup>a</sup></i>	<i>2012<sup>b</sup></i>	<i>2009</i>	<i>2010</i>	<i>2011<sup>a</sup></i>	<i>2012<sup>b</sup></i>
Arabie saoudite	0,1	4,1	5,1	4,5	5,1	5,3	5,8	4,0
Bahreïn	3,1	4,5	2,5	3,5	2,8	2,0	(0,5)	3,0
Émirats arabes unis	(1,6)	1,4	3,2	3,5	1,6	0,8	2,0	2,0
Koweït	(4,6)	2,0	5,0	5,5	4,0	4,0	4,7	4,0
Oman	1,1	3,8	4,5	4,0	3,5	3,4	4,2	3,5
Qatar	12,0	16,6	16,0	7,0	(4,9)	(2,4)	1,9	2,0

<sup>6</sup> Banque nationale du Koweït, « GCC Economic Outlook », janvier 2012 (Koweït, 2012).



Pays ou territoire	Croissance réelle du PIB				Inflation des prix à la consommation			
	2009	2010	2011 <sup>a</sup>	2012 <sup>b</sup>	2009	2010	2011 <sup>a</sup>	2012 <sup>b</sup>
<b>Pays du Conseil de coopération du Golfe<sup>c</sup></b>	<b>0,3</b>	<b>4,4</b>	<b>5,7</b>	<b>4,6</b>	<b>3,0</b>	<b>3,0</b>	<b>4,1</b>	<b>3,2</b>
Égypte <sup>d</sup>	4,7	5,1	1,8	1,6	11,8	11,3	11,5	11,0
Iraq	4,2	7,3	9,6	10,5	(2,8)	3,1	6,0	5,0
Jordanie	2,1	3,4	3,2	3,2	(0,7)	5,0	4,4	5,5
Liban	8,5	7,0	2,0	2,5	1,2	4,0	6,0	6,0
Palestine	7,4	9,3	4,0	5,0	2,8	3,7	2,9	4,0
République arabe syrienne	5,9	3,4	(2,0)	(5,5)	2,8	4,4	6,0	10,0
Soudan	4,5	5,5	(1,0)	0,0	11,3	13,2	18,9	19,3
Yémen	4,3	7,8	(2,5)	1,0	5,4	11,1	17,0	12,0
<b>Pays à économie diversifiée<sup>c</sup></b>	<b>5,0</b>	<b>5,7</b>	<b>2,3</b>	<b>2,6</b>	<b>6,2</b>	<b>8,3</b>	<b>10,2</b>	<b>9,9</b>
* Pays à économie diversifiée sans l'Iraq <sup>c</sup>	5,1	5,3	0,7	0,8	8,0	9,3	11,1	11,0
<b>Total pour la CESAOC</b>	<b>1,6</b>	<b>4,7</b>	<b>4,8</b>	<b>4,0</b>	<b>3,9</b>	<b>4,6</b>	<b>5,8</b>	<b>5,0</b>

<sup>a</sup> Chiffres préliminaires de mars 2012.

<sup>b</sup> Prévisions en mars 2012.

<sup>c</sup> Les données pour les groupes de pays sont des moyennes pondérées, fondées sur le PIB aux taux de change de 2005.

<sup>d</sup> Pour l'Égypte, les chiffres sont ceux de l'exercice fiscal, qui commence en juillet et se termine en juin de l'année suivante.

15. Les perspectives de la région de la CESAOC pour 2012 sont extrêmement incertaines, car on prévoit que la situation en République arabe syrienne restera très instable et l'incertitude politique règne toujours en Égypte et au Yémen. La région est également vulnérable à un ralentissement mondial, qui pourrait affecter les prix du pétrole et réduire la demande en ce qui concerne les autres exportations de la région. Toutefois, comme on prévoit que les prix du pétrole resteront élevés (à environ 100 dollars le baril), les pays exportateurs de pétrole seront les moteurs de la croissance. Les pays membres du Conseil de coopération du Golfe devraient enregistrer une croissance de 4,6 % en 2012, tandis que les économies diversifiées auront une croissance de 2,6 %. Si l'on exclut l'Iraq, dont on prévoit qu'il enregistrera un taux de croissance à deux chiffres, les économies diversifiées ne croîtront que de 0,8 %. Cette estimation s'entend sous réserve d'un risque important de ralentissement selon l'évolution de la situation politique et des conditions de sécurité. On prévoit que l'économie de la République arabe syrienne se contractera de 5,5 %. Le Liban, en particulier son secteur touristique, continuera d'être affecté par la crise en République arabe syrienne. Cependant, l'augmentation des flux de capitaux et des envois de fonds en provenance des pays du Conseil de coopération du Golfe permettra une augmentation du taux de croissance, qui passera de 2 % en 2011 à 2,5 % en 2012. Au Qatar, l'époque des taux de croissance à deux chiffres du PIB réel est probablement révolue, mais le pays continuera à pouvoir se targuer des taux de croissance les plus élevés des pays du Conseil de coopération du Golfe en raison de l'expansion continue de sa production de gaz naturel liquéfié et de la



poursuite de la politique expansionniste du Gouvernement. Dans l'ensemble, il est probable que la consommation privée augmentera dans les pays du Conseil de coopération du Golfe, à mesure que les augmentations des salaires du secteur public intervenues en 2011 feront sentir leurs effets.

16. S'agissant du taux d'inflation des prix à la consommation, la région de la CESA0 a enregistré une légère hausse, ce taux étant passé de 4,6 % en 2010 à 5,8 % en 2011, en raison de l'augmentation des prix mondiaux des produits de base. De nombreux pays de la région ont eu recours à des subventions pour réduire les effets des prix mondiaux sur les prix intérieurs à la consommation. Malgré cela, on prévoit que, dans les pays du Conseil de coopération du Golfe, l'inflation sera passée de 3 % en 2010 à 4,1 % en 2011, alors que, dans les économies diversifiées, elle sera passée au cours de la même période de 8,3 % à 10,2 %, en raison surtout de l'inflation élevée que connaissent l'Égypte, le Soudan et le Yémen. L'Égypte, la République arabe syrienne et le Soudan ont subi une dépréciation importante de leur monnaie, laquelle a contribué à l'augmentation de l'inflation. Les perspectives relatives à l'inflation sont incertaines, car un ralentissement mondial pourrait faire baisser les pressions inflationnistes, tandis que les augmentations récentes de salaires pourraient tirer la demande et créer des pressions dans plusieurs pays, en particulier les pays membres du Conseil de coopération du Golfe. Le faible niveau des taux d'intérêt pourrait également entraîner une augmentation rapide du crédit et générer des pressions inflationnistes. La force du dollar des États-Unis a un effet déflationniste pour la plupart des pays de la région; or, on prévoit que le dollar s'appréciera encore pendant que l'économie européenne luttera pour contenir la crise de la dette souveraine. On prévoit que les prix du pétrole et des produits alimentaires resteront élevés mais pourraient baisser légèrement en 2012, ce qui réduirait en partie les pressions inflationnistes. On prévoit de ce fait pour 2012 une certaine diminution des taux d'inflation dans les pays du Conseil de coopération du Golfe (3,2 %) et les pays à économie diversifiée (9,9 %). Parmi ces derniers, l'inflation restera élevée dans le cas de l'Égypte, du Soudan et du Yémen, mais on prévoit aussi une inflation à deux chiffres en République arabe syrienne.

17. Les troubles sociaux auront un effet marqué sur les flux de capitaux de la région, en particulier les flux d'investissement étranger direct (IED) entrants. Il est certes très difficile d'en déterminer l'impact global, mais la CESA0 estime que ces investissements ont baissé d'environ 10 milliards de dollars en 2011, pour atteindre leur plus bas niveau depuis six ans. Les prévisions pour 2012 sont relativement sombres du fait que plusieurs pays de la région se trouvent encore à un stade de transition. L'incertitude constitue une contrainte majeure lorsqu'il s'agit d'attirer des financements extérieurs. Le Liban et la Jordanie enregistreront une baisse de leurs entrées d'IED en raison de leur proximité de la République arabe syrienne et des incidences possibles du conflit qui s'y prolonge sur leur stabilité. Selon la Banque centrale d'Égypte, le montant total d'IED reçu par l'Égypte au cours des trois premiers trimestres de 2011 ne s'est élevé qu'à 376 millions de dollars, contre un flux annuel de 6,4 milliards en 2010. Selon les chiffres provisoires publiés par l'Agence monétaire saoudienne, l'IED reçu par l'économie saoudienne a atteint 6,3 milliards de dollars au cours des trois premiers trimestres de 2011, mais il est improbable que le flux annuel total pour l'ensemble de l'année 2011 atteigne le niveau de 9,9 milliards de dollars enregistré en 2010. La Société interarabe de garantie des investissements estime que le Yémen enregistrera un flux négatif d'IED de 200 millions de dollars en raison de l'instabilité qui y règne, tandis qu'au Liban



l'IED tombera à 3 milliards de dollars en 2011, contre 4,5 milliards en 2010. Selon une prévision de la CESA, la région dans son ensemble devrait enregistrer en 2011 une diminution de l'IED d'au moins 16 %. En dépit du fait que plusieurs pays de la région offrent encore un environnement attrayant pour les investissements, l'incertitude à court terme subsiste en raison de l'instabilité politique, ce qui fait que l'ensemble de la région pâtit d'une baisse des flux de capitaux. Toutefois, comme on prévoit que les prix du pétrole resteront élevés, les pays membres du Conseil de coopération du Golfe maintiendront un niveau élevé de dépenses d'investissement, susceptible de compenser la baisse des flux d'IED en provenance de l'extérieur.

18. L'Égypte, qui connaît toujours l'incertitude politique, doit faire face au niveau dangereusement bas et en diminution de ses réserves en devises. Selon la Banque centrale d'Égypte, les réserves ont diminué en moyenne de quelque 2 milliards de dollars par mois en octobre, novembre et décembre 2011 ainsi qu'en janvier 2012. En février et mars 2012, elles ont baissé d'environ 600 millions de dollars par mois, pour tomber à 15,2 milliards à la fin mars. Cela a donné à l'Égypte un certain temps pour obtenir des financements étrangers supplémentaires. Cependant, la situation reste critique, car les réserves couvrent actuellement à peine trois mois d'importations, soit le seuil le plus bas jamais atteint. L'Égypte négocie actuellement avec le Fonds monétaire international (FMI), mais on ne s'attend pas à un accord avant juin 2012. D'importants capitaux ont quitté l'Égypte au cours des 12 derniers mois, ce qui a forcé la Banque centrale à vendre des réserves de devises pour éviter l'effondrement de la livre égyptienne. Le niveau dangereusement bas des réserves en devises suscite des inquiétudes quant à la capacité de la Banque centrale de maintenir la stabilité de la livre égyptienne. Les pressions exercées sur celle-ci ne découlent pas seulement de la fragilité de la balance des paiements du pays, mais sont dues aussi à une décennie d'inflation élevée sur fond de taux de change fixe qui a eu pour effet de réduire sa compétitivité économique. Les deux options qui s'offrent aux autorités égyptiennes pourraient être une dévaluation ordonnée dans le cadre d'un programme de stabilisation crédible ou une dévaluation désordonnée sous la pression populaire et l'effet d'une politique macroéconomique déroutante. En l'absence d'une gestion appropriée, cette situation pourrait entraîner en 2012 une crise de la balance des paiements. À long terme, si la croissance revient, l'Égypte pourrait reconstituer ses réserves de devises. La dévaluation de la monnaie pourrait être bénéfique et contribuer à relancer le processus de croissance. Une monnaie plus faible pourrait aussi, bien entendu, conduire à des taux d'inflation plus élevés et déstabiliser la situation politique et réduire ainsi la croissance en entravant la reprise de l'important secteur du tourisme.

19. En mars 2012, premier anniversaire des soulèvements dans le pays, l'économie de la République arabe syrienne était confrontée à une dure réalité et les pressions exercées sur le taux de change se faisaient sentir plus vivement. Depuis le début des troubles, la livre syrienne s'est progressivement dépréciée sur le marché noir. De février à décembre 2011, le taux du marché noir a baissé d'environ 50 % et le taux officiel d'environ 20 %. Cela a suscité des craintes quant à une augmentation de l'inflation. Selon le Bureau central de statistique, celle-ci a commencé à s'accroître en décembre 2011 et a augmenté de 4 % de décembre 2011 à janvier 2012. La Banque centrale syrienne a décidé en janvier 2012 de changer son régime de taux de change et de passer à un flottement contrôlé afin de réduire l'écart entre le taux de change officiel et celui du marché noir. En mars 2012, le taux de change a encore baissé et la Banque centrale serait intervenue en vendant des dollars pour le stabiliser.



20. Le Soudan a connu un choc économique massif le 9 juillet 2011, lorsque le Soudan du Sud est devenu un État indépendant après avoir officiellement fait sécession après des décennies de guerre civile. Le Soudan a perdu environ 75 % de ses réserves de pétrole en faveur du Soudan du Sud. Comme le pétrole représentait la moitié de ses recettes publiques et 90 % de ses exportations avant la sécession, cela s'est traduit par une baisse importante du PIB. La perte du pétrole a entraîné une diminution des réserves de change et une dépréciation de la monnaie. Cela a contribué à des pressions inflationnistes, en particulier en ce qui concerne les produits alimentaires. Pour ce qui est de la dette, le Soudan a accepté ce que l'on a appelé l'option zéro, selon laquelle il assumerait la totalité du fardeau de la dette après la sécession. Cela a fait du Soudan, parmi les pays les moins avancés, l'un des plus endettés du monde, sa dette dépassant de beaucoup les seuils habituellement utilisés pour en déterminer la viabilité. Il en résulte aussi des contraintes importantes pour la politique budgétaire et l'aptitude du pays à poursuivre son programme si nécessaire de diversification.

#### **IV. Évolution des politiques économiques**

21. Du fait de l'évolution récente de la situation, diverses difficultés d'ordre macroéconomique se présentent aux décideurs de la région de la CESA, qui disposent de peu d'instruments de gouvernance. La plupart des pays de la région ayant un taux de change fixe ou administré, les politiques monétaires sont d'une efficacité et d'une influence limitées car elles dépendent de la politique de la Réserve fédérale américaine. Les politiques budgétaires, qui constituent donc le principal outil à utiliser face aux difficultés macroéconomiques, se heurtent à des restrictions croissantes dans les pays non exportateurs de pétrole, dont la marge de manœuvre est de plus en plus limitée dans ce domaine. Face à la crise financière globale de 2008 et 2009, la plupart des pays de la CESA ont adopté une politique anticyclique qui a permis d'atténuer les effets du ralentissement économique mondial. Si une nouvelle récession mondiale se produit en 2012, il sera plus difficile de prendre de telles mesures, les ressources budgétaires étant déjà lourdement grevées.

22. Les pays du Conseil de coopération du Golfe ont poursuivi leur politique budgétaire expansionniste en 2011, en introduisant des dépenses sociales discrétionnaires afin d'éviter que les troubles politiques ne se propagent. Des emplois ont été créés dans le secteur public en vue de réduire le chômage des jeunes et des aides financières et augmentations de salaires ont été accordées. Bahreïn, le seul pays du Conseil en proie à d'importants troubles sociaux, a adopté diverses mesures sociales, notamment le versement d'une aide financière de 1 000 dinars de Bahreïn (2 600 dollars) par foyer et l'introduction d'une allocation de vie chère<sup>6</sup>. Dans les pays du Conseil, les dépenses sociales ont en règle générale constitué le fondement d'une politique fiscale déjà expansionniste, avec notamment de grands projets d'infrastructure et des dépenses dans les domaines de l'éducation et de la santé. Les dépenses publiques ont, d'après les estimations, augmenté de 17 % en 2011<sup>6</sup>. Les pays du Conseil devraient cependant afficher d'importants excédents budgétaires, grâce au cours élevé du pétrole brut. Le prix du pétrole nécessaire à l'équilibre budgétaire a cependant augmenté pour atteindre un niveau record au cours des dernières années, ce qui constitue un facteur de vulnérabilité face à une



éventuelle chute du cours du pétrole. Ce seuil est le plus élevé à Bahreïn (112 dollars par baril) et avoisine 80 dollars dans les autres pays du Conseil<sup>7</sup>.

23. En 2012, les dépenses publiques des pays du Conseil devraient diminuer pour avoisiner 6 %, le taux le plus bas depuis plusieurs années. La politique budgétaire expansionniste se poursuivra cependant dans la plupart des pays. En janvier 2012, Oman a présenté un budget confirmant cette tendance : des dépenses publiques sont prévues dans les domaines de l'éducation et des soins de santé, ainsi que la création de 36 000 emplois publics. Bahreïn devrait également poursuivre une politique accommodante, car il est difficile de mettre fin dans de brefs délais aux mesures adoptées en 2011. On observe une légère réorientation des dépenses publiques de Bahreïn, l'accent étant maintenant davantage mis sur l'infrastructure que sur les simples aides financières en espèces. Aux Émirats arabes unis, la crise financière mondiale a suscité une réévaluation des grands projets d'infrastructure et une hiérarchisation prudente des priorités. En janvier 2012, le Conseil exécutif d'Abou Dhabi a approuvé un programme de développement comprenant notamment plusieurs projets de grande envergure, tels que le port et la zone industrielle de Khalifa, l'aéroport international d'Abou Dhabi et des projets de logement et de santé. Au Koweït et en Arabie saoudite, les politiques budgétaires resteront accommodantes en 2012, car les tensions politiques coexistent avec une marge de manœuvre budgétaire.

24. Si les pays du Conseil disposent de la marge de manœuvre budgétaire nécessaire à la poursuite de leur politique expansionniste, les pays à économie diversifiée n'ont pas autant de latitude. La plupart d'entre eux ont cependant réagi aux tensions politiques du Printemps arabe en augmentant les subventions, les salaires du secteur public et les prestations sociales. Cette situation est problématique du fait non seulement de l'épuisement des ressources budgétaires de la plupart de ces pays mais également des effets négatifs que ces mesures risquent d'avoir à long terme si l'augmentation des dépenses sociales discrétionnaires s'effectue au détriment d'investissements productifs. La réduction des investissements pourrait nuire à la croissance à long terme. La plupart de ces pays ont un important déficit budgétaire d'une année à l'autre, ce qui a conduit à une hausse du niveau de la dette, en particulier en Jordanie et au Liban.

25. Dans les pays à économie diversifiée, les politiques budgétaires se caractériseront de nouveau par des dépenses sociales élevées, car il sera difficile de mettre fin dans un proche avenir à la plupart des mesures adoptées en 2011. La viabilité de la dette est jugée de plus en plus préoccupante et des plans de réforme budgétaire sont à l'examen dans plusieurs pays. La Jordanie a présenté un programme de réforme budgétaire triennale visant à ramener le déficit à 3,5 % du PIB d'ici à 2014, en supprimant des exonérations fiscales, en réduisant les dépenses et en réformant le système de subventions. Mais le Gouvernement a pour l'instant renoncé à ce projet par peur des troubles sociaux. Au Yémen, le déficit budgétaire s'est creusé en 2011 sous l'effet conjugué des perturbations de la production pétrolière et de l'augmentation des salaires du secteur public. Les tentatives de réduction des dépenses publiques seront probablement reportées jusqu'en 2013 car la priorité consiste avant tout à rétablir la stabilité politique. En Égypte, on ne sait pas encore quelle direction suivra la politique économique. Le Gouvernement a fait

<sup>7</sup> Banque nationale d'Abou Dhabi, « GCC Economic Development and Outlook 2012 » (Abou Dhabi, 2012)



à ce sujet des déclarations contradictoires, en indiquant d'abord que le déficit augmenterait puis que le plan de budget serait respecté. Les déficits se creusent également au Liban et en République arabe syrienne. Dans ce dernier pays, l'augmentation du déficit devrait être encore plus marquée du fait des sanctions sur les recettes pétrolières imposées par l'Union européenne et de la paralysie économique. Le Soudan est dans une situation particulière car il a vu ses recettes publiques diminuer de moitié environ à la suite de la scission du Sud-Soudan. Il a donc entrepris de modifier radicalement sa politique budgétaire en réduisant considérablement les dépenses, principalement dans les domaines du développement et des transferts des fonds fédéraux aux États. On craint que cela ait des effets négatifs sur la réduction de la pauvreté et la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement. Malgré l'adoption de mesures d'austérité, le déficit budgétaire, exprimé en pourcentage du PIB, devrait doubler en 2012. L'Iraq fait figure d'exception parmi les pays à économie diversifiée, la hausse du cours et de la production de pétrole ayant fait augmenter les recettes publiques. Le montant total des dépenses inscrites au budget de l'Iraq pour 2012 est en hausse de 20 %.

26. La politique monétaire des pays du Conseil n'a guère évolué en 2011. La Banque centrale du Koweït a maintenu à 2,5 % son taux directeur, mais semble moins exigeante quant aux réserves supplémentaires dont elle demande aux banques de se doter. Le Koweït a accru sa masse monétaire tout au long de 2011 pour assurer la liquidité du système et exercer des pressions à la baisse sur les taux d'intérêt. La Banque centrale d'Oman n'a pas non plus modifié son taux directeur, qui se maintient à 2 % depuis 2009. Au Qatar, les autorités ont adopté ces dernières années des mesures visant à encadrer plus strictement les banques et à renforcer la stabilité financière. En 2011, la Banque centrale du Qatar a ramené de 1,5 % à 0,75 % le taux de dépôt, afin de stimuler l'octroi de crédits au secteur privé. En Arabie saoudite, les conditions monétaires se sont améliorées depuis le début de l'année 2011, les liquidités, les prêts bancaires et les dépôts ayant tous augmenté. L'écart entre le taux du marché interbancaire de l'Arabie saoudite (SAIBOR) et le taux de l'euromarché interbancaire de Londres s'est resserré au second semestre de 2011, ce qui témoigne de la position relativement plus liquide du système bancaire saoudien. Les Émirats arabes unis ont bénéficié d'un afflux de liquidités au début de l'année 2011, car ils faisaient figure de refuge lors des troubles qu'a connus le monde arabe. D'après la CESA, la Banque centrale des Émirats arabes unis a maintenu son taux des prises en pension à 1 %.

27. La politique monétaire des pays à économie diversifiée n'a également que légèrement évolué en 2011, la plupart des pays étant fortement « dollarisés » et dépendants de la politique monétaire des États-Unis. En novembre 2011, la Banque centrale égyptienne a cependant augmenté ses taux d'intérêt pour la première fois depuis 2008. Cette décision visait à aider la livre égyptienne et stimuler les dépôts de monnaie locale. Compte tenu des pressions à la baisse qui s'exercent sur la livre égyptienne, la Banque centrale devrait de nouveau augmenter ses taux d'intérêt en 2012, ce qui pourrait avoir des effets négatifs sur la croissance économique. En Jordanie, la Banque centrale a augmenté son taux directeur en mai 2011 en raison de tensions inflationnistes mais ne devrait pas l'augmenter de nouveau en 2012. En République arabe syrienne, les craintes d'un effondrement de la livre syrienne ont conduit les autorités à agir; la Banque centrale syrienne a imposé des restrictions sur les transactions de devise et renoncé à son arrimage aux droits de tirage spéciaux du FMI. Il existe actuellement un système de change à trois niveaux, composé du taux



de change officiel, du taux des banques privées et du taux sur le marché noir. En Iraq, la Banque centrale a adopté une politique monétaire active visant à combattre le recul de l'inflation, en réduisant son taux directeur.

28. Malgré l'excès de liquidités au sein du système bancaire, le secteur financier de la région demeure relativement peu développé. Les ratios prêts/dépôts sont inférieurs à 1 dans la plupart des pays, ce qui témoigne de la surabondance de liquidités. Un secteur financier insuffisamment développé est source de difficultés pour le secteur privé et en particulier pour les petites et moyennes entreprises. L'intermédiation financière dépendant en grande partie du règlement de problèmes d'informations, il est plus facile pour les banques de financer les grandes entreprises. En l'absence d'une infrastructure financière accessible à tous, les petites entreprises ont plus de difficultés que les grandes à bénéficier de financements. Les études réalisées à ce sujet montrent que les petites et moyennes entreprises constituent le fondement du développement du secteur privé et sont essentielles à la création d'emplois. Compte tenu du taux de chômage, la région a fortement besoin de petites et moyennes entreprises plus dynamiques et stables, qui puissent alimenter la croissance du secteur privé et la création d'emplois. Les difficultés d'accès au financement font donc gravement obstacle à l'amélioration du taux de chômage. Il est donc urgent d'établir une stratégie nationale générale d'intégration financière de la région, qui devrait en particulier viser à assurer l'accès des petites et moyennes entreprises au financement.

## **V. Dynamique sociale**

29. Des décennies de problèmes sociaux et d'exclusion de la vie politique, exacerbées par la hausse des prix des denrées alimentaires à l'échelle mondiale et la stagnation économique, ont conduit la population à manifester. Les appels à la dignité, la liberté et l'équité sociale ont montré que le régime politique d'exclusion n'était plus tenable. Bien que ces mouvements sociaux soient de nature complexe et que leurs causes profondes et les revendications de la population diffèrent d'un pays à l'autre, des similarités existent et l'accent a été mis dans la plupart des pays sur les thèmes du chômage, de la pauvreté et de l'inégalité. Le mouvement de protestation sociale qu'a connu la région de la CESAO répondait avant tout à des revendications politiques. Le premier changement visé dans le cadre de ce mouvement était d'ordre politique. Il pourrait ensuite servir de catalyseur à l'amélioration de la situation socioéconomique.

30. En 2011, le mouvement social du Printemps arabe a fait apparaître une évolution prometteuse en ce qui concerne la mobilisation sociale et politique du peuple arabe. La participation accrue des jeunes aux débats sociaux et politiques est de particulièrement bon augure pour l'avenir de la région. Les jeunes de la région de la CESAO ont servi d'inspiration à leurs homologues du monde entier; les mouvements dits « Occupy Wall Street » (« Les Indignés ») et les « 99 % » aux États-Unis et en Europe ont souvent mentionné l'influence des jeunes des pays arabes. Il convient également de noter la participation remarquable des femmes au mouvement social en Égypte, en Jordanie, en République arabe syrienne et en particulier au Yémen. Le rôle crucial des femmes lors du Printemps arabe a notamment été consacré par la remise du prix Nobel de la paix à la militante yéménite Tawakkul Karman. Il importe que les consultations organisées après les révolutions tiennent compte de la place centrale qu'ont occupée les femmes lors du



mouvement de contestation. La région doit à cette occasion faire en sorte que la voix des manifestantes s'exprime maintenant à des fonctions politiques et prendre des mesures concrètes.

31. Le chômage élevé, en particulier parmi les jeunes, est l'un des obstacles les plus importants au développement social de la région de la CESAO. D'après l'Organisation internationale du Travail<sup>8</sup>, les taux de chômage des pays du Moyen-Orient sont parmi les plus élevés au monde et devraient passer de 9,9 % en 2010 à 10,2 % (d'après les premières estimations) en 2011 et augmenter légèrement pour atteindre 10,3 % en 2012. Ces chiffres masquent d'importantes disparités entre les sexes, le taux de chômage étant estimé à 8,3 % pour les hommes et 18,7 % pour les femmes en 2011. On trouvera au tableau 3 les différents taux dans plusieurs pays de la CESAO.

Tableau 3

**Taux de chômage dans les pays de la CESAO, pour l'ensemble de la population et par sexe**

(En pourcentage)

<i>Pays/zone</i>	<i>Ensemble de la population</i>	<i>Hommes</i>	<i>Femmes</i>
Arabie saoudite (2009)	5,4	3,5	15,9
Égypte (2009)	9,4	5,2	22,9
Jordanie (2009)	12,9	10,3	24,1
République arabe syrienne (2010)	8,4	5,7	22,5
Yémen (2009)	14,6	—	—

*Source* : Organisation internationale du Travail, *Key Indicators of the Labour Market*, 7<sup>e</sup> édition (Genève, 2011).

32. Le chômage des jeunes est particulièrement problématique dans la région et a augmenté d'après les estimations de l'OIT, passant de 25,4 % en 2010 à 26,2 % en 2011. L'emploi vulnérable a légèrement reculé, diminuant progressivement, de 32,4 % en 2005 à 29,5 % en 2011. Les femmes sont proportionnellement plus nombreuses à occuper des emplois vulnérables : c'est le cas de plus de 40 % d'entre elles contre 27 % pour les hommes. Le secteur informel du marché de l'emploi est également problématique. Il est difficile à quantifier, faute d'une définition précise, mais semble, d'après des observations empiriques, être important dans la région de la CESAO. Il représenterait environ le tiers du PIB en Égypte, en Jordanie, au Liban, en République arabe syrienne et au Yémen. Cela signifie qu'une grande partie de la population est privée de la plupart des formes de protection sociale.

33. Le marché du travail des pays du Conseil de coopération du Golfe diffère de celui du reste de la région car il fait appel à une importante main-d'œuvre expatriée. D'après la CESAO, il n'est donc souvent pas possible de comparer les taux de chômage car la nombreuse main-d'œuvre étrangère fausse les statistiques, et le chômage est probablement plus élevé parmi la main-d'œuvre non immigrée que ce qu'indiquent les chiffres. Malgré la création d'un nombre relativement élevé

<sup>8</sup> Organisation internationale du Travail, *Tendances mondiales de l'emploi 2012 : Prévenir une aggravation de la crise de l'emploi* (Genève, 2012).



d'emplois dans la région, le taux de chômage des jeunes augmente. Étant donné le jeune âge et la croissance rapide de la population dans les pays du Conseil de coopération du Golfe, la création d'emplois pour la population non immigrée est un problème essentiel à résoudre. Face à ce défi, les gouvernements de ces pays ont créé des emplois dans le secteur public, solution qu'il est actuellement possible de financer mais qui n'est pas viable à long terme. Ces pays ont également adopté des politiques dites de « nationalisation » visant à remplacer la main-d'œuvre expatriée par leurs propres citoyens. Mais à terme, la création d'emplois pour les jeunes de ces pays doit avant tout passer par la diversification économique.

34. La région de la CESA0 se caractérise également par la pauvreté et des inégalités importantes, que la plupart des indicateurs ne font cependant pas ou peu apparaître. Dans la plupart des pays de la région, évaluer le nombre de personnes gagnant moins de 1 ou 2 dollars par jour ne suffit pas à rendre compte de la pauvreté. Il convient de définir d'autres indicateurs. D'après les statistiques nationales, le taux de pauvreté est élevé (environ 50 %) au Yémen et au Soudan. Dans les autres pays à économie diversifiée, la pauvreté est également importante et varie de 20 % à 40 %. D'après la CESA0, le problème est important dans les pays du Conseil et il convient d'y remédier. À en juger d'après des indicateurs d'inégalité tels que le coefficient de Gini, l'inégalité des revenus serait limitée dans la plupart des pays de la CESA0. Ces résultats sont cependant controversés en raison de la méthode d'évaluation employée et du fait qu'ils contredisent les signes évidents d'inégalités croissantes dans de nombreux pays de la région<sup>9</sup>. De fortes disparités existent également dans la région, en particulier en ce qui concerne l'accès aux services publics, à l'électricité et à l'eau dans les zones rurales et urbaines. Ces disparités sont sources d'inégalité, favorisent l'exode rural et exacerbent les risques de fragmentation sociale.

35. Le chômage, la pauvreté et l'inégalité ne sont pas de nouveaux problèmes mais se sont considérablement aggravés ces dernières années sous les effets de la mondialisation et de politiques sociales et économiques intérieures inefficaces. Le mouvement social et la contestation politique du Printemps arabe ont réussi à inscrire ces questions au premier rang des priorités des gouvernements. À la suite de cette contestation, plusieurs pays ont adopté des politiques visant à augmenter les allocations chômage, les salaires, les subventions en matière de logement et le nombre d'emplois du secteur public. Ces politiques sociales discrétionnaires ne suffisent cependant pas à remédier aux causes profondes du mécontentement social et une politique sociale globale s'impose. Le développement socioéconomique n'a pas bénéficié d'une attention suffisante, l'accent ayant seulement été mis, à ce stade, sur la réforme politique. Compte tenu de l'expérience de plusieurs pays de la région, dont l'Égypte, il est permis de penser que l'importance accordée à la réforme politique a nui au programme général de réforme. En l'absence de consultations de fond sur les questions socioéconomiques au sein des organes de transition, le dialogue a été dominé par les rivalités électorales et les débats idéologiques habituels. La région doit engager des consultations sociales afin d'envisager une nouvelle approche du développement fondée sur l'ouverture, l'égalité et la participation. Il faut dépasser la croissance sans emploi qui a prévalu dans la région par le passé en favorisant la diversification et la compétitivité. Cela doit s'effectuer

<sup>9</sup> PNUD, *Arab Development Challenges Report 2011: Towards the developmental state in the Arab region* (Le Caire, 2012).



en parallèle à une politique sociale intégrée afin que l'élaboration de politiques corresponde à un projet de développement à long terme.

## **VI. Conclusion**

36. L'économie mondiale et celle de la région de la CESAO ont connu une reprise en 2011 mais l'année 2012 s'annonce particulièrement difficile pour l'une comme pour l'autre. Le risque de récession est important; la réduction de la demande d'exportations et des transferts de fonds qui en résulteraient aurait d'importantes répercussions dans la région. En cas d'affaiblissement marqué des données économiques fondamentales, le cours du pétrole pourrait également passer au-dessous du seuil nécessaire à l'équilibre budgétaire des pays exportateurs de pétrole. Cela aurait pour effet de réduire la marge de manœuvre budgétaire des pays exportateurs de pétrole et d'aggraver la situation budgétaire déjà difficile des pays à économie diversifiée. La situation est déjà précaire sur le plan social dans la région, en raison des taux de chômage élevés. Une récession mondiale exacerberait les problèmes de la région, aggraverait les incertitudes et rendrait plus difficile une transition politique.

---